

Développement du Tiers Monde et nouvel ordre économique international

In: Politique étrangère N°2 - 1977 - 42e année pp. 167-181.

Citer ce document / Cite this document :

Chadenet Bernard. Développement du Tiers Monde et nouvel ordre économique international. In: Politique étrangère N°2 - 1977 - 42e année pp. 167-181.

doi : 10.3406/polit.1977.1682

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/polit_0032-342X_1977_num_42_2_1682

DÉVELOPPEMENT DU TIERS-MONDE ET NOUVEL ORDRE ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

par Bernard CHADENET (*)

Notre globe condensé par l'intensification des communications, des transports et des échanges peut-il évoluer sans conflits alors que s'y affrontent un groupe de pays prospères et une majorité de pays pauvres dont la population explose ? C'est la question politique la plus grave à laquelle le monde devra répondre en cette fin du XX^e siècle.

Après avoir souligné les contrastes économiques de trois classes de pays — industriels, moyennement pauvres et très pauvres — nous examinerons les aspirations du Tiers-monde pour un Nouvel Ordre Economique, suggérerons quelques voies de développement pour les pays pauvres et soulignerons les actions de solidarité que justice et intérêt dictent aux pays industriels.

A l'époque romaine la population du globe atteignait 200 millions d'habitants. Il faut attendre le Moyen Age pour que cette population double, mais au XVIII^e siècle l'expansion démographique se précipite et 4 milliards d'habitants vivent aujourd'hui sur notre planète. Chaque année une population équivalente à une fois et demie celle de la France s'y ajoute : nous serons 6 à 7 milliards à la fin de ce siècle et plus de dix milliards cohabiteront sur cette terre avec nos petits-enfants.

Les niveaux de vie de nos contemporains divergent gravement et pour en saisir les oppositions il est tentant de diviser leurs pays en trois groupes : au sommet de l'échelle des revenus,

(*) Vice-Président, Banque Mondiale. Les vues exprimées sont celles de l'auteur et ne représentent pas nécessairement celles de la Banque Mondiale.

une classe prospère d'une cinquantaine de « *pays industrialisés* » (1) représente le quart privilégié de la population du globe, un milliard d'habitants, aux revenus supérieurs à 2 000 \$ par an. Puis vient une très vaste classe intermédiaire qui rassemble une centaine de « *pays moyennement pauvres* » (2). Elle groupe la moitié de la population du globe, deux milliards d'habitants, aux revenus moyens s'étendant de 2 000 \$ à 200 \$ par an. Au bas de l'échelle se trouvent une centaine de « *pays très pauvres* » (3), où le quart de la population du globe, un milliard d'habitants, aux revenus inférieurs à 200 \$ par an, s'efforce de survivre.

Ce classement est évidemment entaché de simplisme : la comparaison comptable exagère les différences de pouvoirs d'achat, chacune des trois catégories rapproche artificiellement des éventails trop larges de revenus, les pays riches ont des habitants pauvres et vice versa, mais cette répartition montre clairement que la prospérité d'un milliard s'oppose à la pauvreté de trois milliards, dont près d'un milliard est dénué de tout. C'est ce déséquilibre économique entre pays riches et pays pauvres, aggravé par l'explosion démographique de ces derniers, qui anime le puissant mouvement tendu vers un Nouvel Ordre Economique International.

LE NOUVEL ORDRE ECONOMIQUE INTERNATIONAL

Bombardés par la presse, la radio et la télévision de nouvelles dont l'abondance cache les tendances essentielles de l'histoire, conditionnés par nos cultures et nos idéologies à ne percevoir tensions et conflits qu'au long des parallèles du globe — entre Atlantique et Oural, entre Europe et Asie — nous avons peine à changer de cap pour discerner le puissant affrontement Nord-Sud — entre les pays riches du Nord, désunis politiquement malgré leurs intérêts convergents, et les pays pauvres du Sud, restés solidaires bien que la manne pétrolière en ait enrichi quelques-uns au dé-

(1) Les plus peuplés sont les Etats-Unis, l'Union Soviétique, le Japon et les principaux pays d'Europe.

(2) Les plus peuplés sont la Chine, le Brésil, le Nigéria, le Mexique, les Philippines et l'Egypte.

(3) Les pays les plus peuplés sont l'Inde, l'Indonésie, le Bangladesh et le Pakistan.

triment des plus pauvres. Accumulant déjà les trois-quarts de la population du globe, les pays du Tiers-monde ressentent la faiblesse de leurs pouvoirs économiques, qui rend illusoire des souverainetés politiques récemment acquises. L'embargo et le quadruplement des prix du pétrole leur ont révélé en 1973 la possibilité d'un contre-pouvoir, fut-il partiel et peut-être éphémère, et ce combat de David et de Goliath donna son essor aux revendications du Tiers-monde pour un ordre économique plus équitable.

Le « Nouvel Ordre Economique International » vit officiellement le jour lors de sessions spéciales des Nations Unies : en mai 1974 naissent une déclaration sur son établissement et un programme d'action, puis en septembre 1975, une Résolution sur le développement et la coopération économique internationale est approuvée sans opposition, mais non sans réserves fondamentales de la part de certains pays. La conviction des pays du Tiers-monde d'être exploités par les pays industrialisés donne un ton revendicatif à la quinzaine de pages de ces documents, toutefois leur style agressif et l'utopie de certaines de leurs résolutions ne doivent pas masquer leur importance historique : ils constituent bien la base de négociations fondamentales pour l'établissement de nouvelles relations économiques entre pays.

L'analyse des vingt principes énoncés par ces documents dépassant le cadre de cet article, je choisirai ceux qui illustrent le mieux les différences d'optique entre pays industrialisés et pays pauvres : ces derniers déclarent l'ordre économique actuel très inéquitable : les trois-quarts des habitants du globe ne recevraient qu'un quart de ses revenus ; faute de contrôler la transformation, le transport et la distribution des produits qu'ils exportent, les pays du Tiers-monde n'auraient touché l'an dernier — hors produits pétroliers — que 15 % des 200 milliards de dollars payés par les consommateurs, alors qu'un ordre économique plus juste leur aurait assuré jusqu'à cinq fois plus : les pays capitalistes invoquent les principes du libre échange, mais entraveraient par mille obstacles le libre mouvement des marchandises et des personnes, sauf celui de l'exode des cerveaux ; les termes des échanges évolueraient au détriment des pays pauvres, les prix des équipements industriels qu'ils doivent importer croissant plus rapidement que ceux des produits qu'ils exportent pour se les procurer ; les sociétés multi-

nationales des pays industrialisés déjoueraient, par des prix artificiels de transfert, les impôts et les contrôles de changes des pays pauvres où elles opèrent ; au Fonds Monétaire International et à la Banque Mondiale, reflets d'une injuste distribution des pouvoirs économiques, les droits de vote du Tiers-monde n'atteignent qu'un tiers des voix, tandis qu'aux Nations Unies, où les pays industrialisés sont en minorité, ceux-ci se plaignent de la tyrannie du mode électoral ; le transfert annuel d'une dizaine de milliards de dollars d'Aide officielle n'est ni satisfaisant dans son principe, ni suffisant, etc.

Par ailleurs, tous les pays sont d'accord sur certains des principes du Nouvel Ordre Economique, tel le besoin pour le Tiers-monde d'intensifier sa production alimentaire, celui de rendre moins volatiles les prix des matières premières, la nécessité de libérer certains échanges commerciaux et celle de mieux contrôler les sociétés multinationales. Il est clair aussi que les pays industrialisés n'ont pas rempli l'engagement pris aux Nations Unies de consacrer, avant 1980, 0.7 % de leurs Produits Nationaux Bruts à l'aide officielle au développement, car si les pays arabes de l'O.P.E.P., les pays Scandinaves, la Hollande, la France et le Canada dépassent ou approchent cet objectif, d'autres comme la Suisse, les Etats-Unis, le Japon et l'Allemagne réalisent seulement le quart ou le tiers de cette promesse ; quant à l'U.R.S.S., elle réserve l'essentiel de son aide aux Républiques de son Union.

Par contre, certaines nations ou certains milieux économiques refusent par principe la position du Tiers-monde et résistent à toutes mesures qui le favoriseraient : celles-ci ne contrediraient-elles pas une souveraineté dont ces pays sont si soucieux ? Les pays pauvres répartissent-ils équitablement au sein de leurs sociétés l'aide venue des pays industrialisés ? Pourquoi le Tiers-monde aspirerait-il à un développement économique plus aisé que celui qui a pris deux siècles à l'Europe et à l'Amérique ? La pauvreté ne sévissait-elle pas au XVIII^e siècle dans le monde entier, les revenus moyens du Français d'alors étant les mêmes que ceux dont disposent aujourd'hui le Mauritanien ou le Camerounais ? Le Tiers-monde a-t-il vraiment subi une exploitation coloniale qui exigerait réparation alors que la marge de profit des investissements n'aurait pas été plus élevée aux colonies qu'ailleurs ? Quant à la dégra-

dation des termes de l'échange, elle ne serait pas démontrée sur des périodes assez longues pour être significatives.

Ces discussions de principe sont stériles : qu'une politique internationale de solidarité économique soit fondée ou non sur un idéal de justice et d'égalité, qu'elle répare ou non des injustices historiques, ne coïncide-t-elle pas avec l'intérêt à long terme de tous les pays, industrialisés ou non, tellement il est évident que dans un monde rétréci par la rapidité des communications et la nécessité des échanges, les privilèges d'une minorité d'un milliard d'habitants ne peuvent subsister paisiblement face à la marée montante de populations pauvres ?

Il faudra pourtant résoudre de nombreuses différences de conception pour que s'établisse ce Nouvel Ordre Economique International. Sur le plan commercial par exemple, les pays du Tiers-monde revendiquent pour leurs matières premières et leurs produits agricoles des prix plus stables et plus rémunérateurs, indexés sur ceux des produits industriels, ou dont les encadrements de prix, stockages et fonds de compensation atténueraient les fluctuations. A l'encontre de cet objectif et de ces moyens, certains milieux économiques continuent d'opposer une foi presque mystique dans l'économie de marché, convaincus que toute manipulation de prix porte une atteinte sacrilège à un équilibre que seuls devraient déterminer la demande des consommateurs et l'offre des fournisseurs en état de « concurrence parfaite » : des accords de prix seraient-ils *durables* sans risque de voir des produits ainsi rendus concurrentiels se substituer aux produits protégés, et sans un contrôle rigoureux des productions, difficile à imposer politiquement et très complexe à mettre en œuvre ? Il semble que seules aient duré les ententes concernant des matières premières irremplaçables et produites par peu de pays : l'Afrique du Sud et l'U.R.S.S. contrôlent avec succès le prix des diamants et les treize pays de l'O.P.E.P. celui du pétrole. De surcroît, des accords de prix sont-ils *souhaitables* dès lors que plus de la moitié du plomb, du zinc, du cuivre et du fer est produite et exportée par les pays industrialisés ? Comment alors répartir entre pays industrialisés et pays moyennement pauvres les recettes supplémentaires provenant de prix majorés, et comment dédommager les pays les plus pauvres qui pour la plupart sont dans l'obligation d'importer ces matières premières ?

Sur le plan financier, des annulations ou des moratoires des dettes du Tiers-monde, lesquelles ont passé de 80 milliards à 165 milliards de dollars entre 1973 et 1976, répartiraient paradoxalement primes et pénalités : prime aux emprunteurs les plus imprudents du Tiers-monde, pénalités à l'encontre des pays industrialisés les plus généreux de leurs prêts. D'ailleurs ceux des pays les plus évolués du Tiers-monde, qui ont réussi à établir leur crédit financier au cours des dernières années, s'opposent à cette revendication.

Quant aux sociétés multinationales, les pays hôtes ont le droit de les nationaliser mais les procédures d'indemnisation soulèvent des différends aux yeux des pays industrialisés. Accepter la revendication des pays sous-développés du recours à leurs seuls tribunaux entraînerait trop souvent des confiscations ; de l'autre côté, l'exigence par les pays industrialisés du recours à l'arbitrage international est suspecte et porterait atteinte à la souveraineté des pays sous-développés.

Toutefois aucun de ces problèmes pratiques n'est insoluble : par exemple les accords de Lomé montrent qu'il est possible de garantir les recettes d'exportation de quarante-six pays en voie de développement. Pour les sociétés multinationales, un meilleur partage de leurs bénéfices avec les pays hôtes, le contrôle efficace de leurs transactions et des clauses précises de rachat éviteraient la plupart des problèmes de nationalisation. Dans cette optique générale, les négociations internationales s'intensifient à Nairobi, à Genève et à Paris, où les réunions du C.I.E.C. permettent à 19 pays du Tiers-monde et aux principaux pays industrialisés de négocier en profondeur de nombreuses propositions. L'on s'efforce de franchir les étapes initiales du Nouvel Ordre Economique International, découvrant que certaines solutions techniques en apparence — fonds de compensation multiple ou fond commun — acquièrent soudain une dimension politique en devenant le symbole de la bonne foi des parties. L'essentiel n'est-il pas qu'au cours de ces dernières années les gouvernements des grandes puissances aient pris conscience de l'interdépendance croissante des économies, confirmée récemment par la contagion de la récession occidentale sur les pays de l'Est comme sur les pays du Sud ? Quant à l'invasion pacifique des Etats-Unis par 8 millions d'immigrants illégaux — lesquels ris-

quent d'être plusieurs fois plus nombreux dans quelques années — elle illustre trop clairement la gravité croissante du problème Nord-Sud.

Comment alors la performance des pays du Tiers-monde se détache-t-elle sur cette perspective d'un Nouvel Ordre Economique International et comment leur développement peut-il s'orienter ? (4).

EVOLUTION DES REVENUS DES PAYS SOUS-DEVELOPPES ET DIRECTIONS POSSIBLES DE LEUR DEVELOPPEMENT

Le milliard d'habitants des *pays industrialisés* dont les revenus ont bénéficié, malgré maints avatars économiques et monétaires, de la plus forte croissance de l'histoire et dépassent en moyenne 5 000 dollars par habitant nous servira de référence. Cette prospérité est certes empêtrée dans ses redoutables conséquences : pollution, revenus mal distribués, chômage combiné au refus du travail manuel, politiques alternées d'austérité et de relance, excès de la civilisation de consommation, etc., mais ces tribulations sont dérisoires par rapport à la misère absolue d'un autre quart de la population du globe, élément le plus grave de la pollution sur cette terre.

Après des siècles de stagnation, la classe très vaste des *pays moyennement pauvres* (2 000 dollars à 200 dollars/hab.), qui groupe la moitié des habitants du globe, connaît depuis 1950 un essor spectaculaire de près de 7 % par an et, malgré une forte expansion démographique, les revenus moyens y ont doublé en moins de vingt ans. En tête de ce peloton une vingtaine de pays ont même vu doubler en douze ans les revenus de leurs 400 millions d'habitants.

Ce dynamisme économique, qui dépasse de très loin celui de l'Europe et de l'Amérique au XIX^e siècle et au début du XX^e, a été financé aux neuf-dixièmes par l'épargne propre de cette classe

(4) Ces réflexions ne s'appliquent pas à la Chine qui constitue un monde à part, ses dimensions, sa population, ses ressources et sa politique d'autarcie la laissant à l'écart des grands courants commerciaux et de l'aide internationale.

de pays, l'aide internationale ne contribuant qu'au dixième de ses investissements mais fournissant l'appoint et l'élan indispensables à leur développement. La réalité est donc très éloignée du mythe stéréotypé de l'indolence tropicale et d'extravagances somptuaires gaspillant une aide internationale trop généreuse. Aux pays pauvres, les extravagances sont en fait exceptionnelles, et lorsque le Louvre et Versailles ont été construits, les revenus des Français étaient comparables à ceux des habitants des pays les plus pauvres de cette classe intermédiaire.

Ce dynamisme se heurte pourtant à un problème nouveau : depuis quelques années la récession dans les pays industrialisés et l'accroissement des prix pétroliers ont entraîné pour les pays moyennement pauvres de lourds déficits de leurs balances de paiements, cependant ceux-ci ont pu être financés pour la moitié par des emprunts internationaux auprès de banques privées. Il n'est pas vain d'espérer qu'au cours des prochaines années un nombre notable de pays moyennement pauvres réussira son décollage économique : l'Amérique Latine atteint déjà le niveau des revenus européens de 1950.

Par contre, au bas de l'échelle des revenus (moins de 200 dollars par habitant) l'évolution économique des *pays très pauvres*, où un milliard d'habitants combattent pour survivre, est assez décourageante car si leur croissance économique de 4 % par an paraît substantielle, elle repose sur une base économique trop étroite pour que les maigres progrès qui en résultent ne soient pas consumés par l'explosion démographique : les ressources des habitants de ces trente pays sont pratiquement stagnantes, quelques francs seulement les accroissent chaque année.

L'examen économique de ces trois classes de pays met en lumière deux problèmes redoutables : celui de la *divergence des revenus* entre les pays les plus riches et les pays les plus pauvres, et celui de la *pauvreté absolue* de près du quart des habitants du monde. Les statistiques financières décrivent mal cette misère : près de cinq cent millions d'êtres sont sous-nourris, leur espérance de vie est amputée du tiers, le taux de mortalité de leurs enfants est huit fois trop élevé et beaucoup de ceux qui survivent ont leur cerveau endommagé

par l'insuffisance en protéines de leur nutrition. A terme, ce problème de la pauvreté est le plus grave car les plus démunis n'ont pas encore pris conscience de leur appauvrissement relatif : comment un petit agriculteur du Bengale pourrait-il concevoir que ses revenus n'atteignent même pas la valeur de l'énergie que dissipe, pour épargner d'infimes efforts à son conducteur, le changement de vitesse automatique d'une voiture moderne ? Mais la révélation progressive de cette disparité aggravera encore la tension entre le Nord et le Sud.

Donner à tous les hommes — qu'il s'agisse des habitants d'un même pays ou de pays différents — les mêmes chances de promotion économique et sociale constitue l'un des problèmes les plus aigus de notre temps et mérite plus que jamais d'être au centre de nos préoccupations. Mais les *pays moyennement pauvres* auront à franchir bien des obstacles afin de poursuivre leur essor et de se développer harmonieusement. Quant aux *pays les plus pauvres* par quels moyens pourront-ils assurer à leurs habitants la satisfaction de leurs besoins fondamentaux ?

Le rapide essor économique des *pays moyennement pauvres* se heurte aux difficultés d'une distribution inéquitable et de l'explosion démographique. Le développement économique y a surtout bénéficié aux habitants les plus aisés car la majeure partie des services publics a été affectée aux secteurs modernes et urbains, alors que moins du cinquième des investissements a été consacré aux secteurs ruraux, où vit cependant la moitié de la population. Aucun ruissellement économique ne s'est répandu des secteurs modernes pour gagner les régions agricoles. Laissées ainsi à l'écart du développement économique, les populations rurales pauvres n'ont pu y contribuer, cette boucle pernicieuse, où causes et effets se confondent, entraînant le recul des productions alimentaires par rapport à des besoins augmentés par l'élévation des revenus et la croissance démographique. Ce déséquilibre de la distribution aboutit au paradoxe que les développements économiques les plus dynamiques provoquent les tensions les plus graves entre classes sociales, comme au Mexique. A l'échelle mondiale, la domination alimentaire de l'Amérique du Nord est renforcée par la négligence du Tiers-monde envers son agriculture, facteur de déséquilibre aussi préoccupant que la domination pétrolière du Moyen-Orient.

Cette double polarisation de la croissance a des conséquences encore plus graves dans les *pays très pauvres*, où la consommation de survie est le sort de la majorité.

L'aide officielle au développement a elle-même contribué aux divergences des revenus entre pays ainsi qu'à la polarisation de la croissance au sein des pays pauvres. Outre son niveau deux fois trop bas, l'aide a été deux fois mal répartie, les pays très pauvres recevant par habitant le tiers de ce que reçoivent les pays moyennement pauvres, et l'aide au sein des pays étant, pour des raisons commerciales, trop souvent consacrée aux secteurs modernes, au détriment des populations rurales démunies.

Les pays en développement ont pris, pour la plupart, une conscience récente des effets catastrophiques de l'explosion démographique sur les revenus de leurs habitants. En Asie, où les réserves de terres cultivables sont faibles, le problème est net, mais les pays d'Afrique et d'Amérique Latine, qui disposent d'espaces inhabités et s'estiment donc sous-peuplés, subissent aussi un freinage de leur développement économique du fait de l'accroissement de leurs populations : c'est ainsi que dans les pays industrialisés la combinaison d'économies développées et de croissances démographiques modérées rend disponible chaque année plus d'un million de francs pour l'ensemble des investissements publics (écoles, routes, hôpitaux, etc.) et privés que nécessite l'accueil de chaque habitant supplémentaire ; cette ressource se réduit à 100 000 F dans les pays moyennement pauvres et à 15 000 F seulement dans les pays très pauvres.

Cependant, les pays du Tiers-monde sont en train d'évoluer très rapidement à l'égard de leurs problèmes démographiques, le réalisme de leurs populations anticipant souvent celui de leurs dirigeants. Il y a dix ans le contrôle des naissances était un sujet presque tabou, aujourd'hui soixante-cinq pays du Tiers-monde l'encouragent officiellement, et la moitié d'entre eux préconise une politique anti-nataliste.

Les *pays moyennement pauvres* ont des chances sérieuses de poursuivre leur impressionnant essor des vingt dernières années s'ils pratiquent des politiques économiques prudentes, bénéficient d'une aide raisonnable des pays industrialisés et s'attachent à résoudre une série de problèmes difficiles : il leur faudra d'abord répartir plus justement les fruits de leur développement et résoudre le

conflit entre croissance et équité. Grâce à des politiques de prix agricoles favorisant moins les populations urbaines, grâce à des réformes agraires qui seraient non seulement proclamées mais aussi appliquées, grâce à des services publics et à des investissements orientés vers l'agriculture — moins d'autoroutes et plus de chemins ruraux, moins d'aciéries et plus d'irrigation — ces pays devront amener leurs vastes populations rurales à participer avec efficacité et équité à leur croissance économique ; touchés par la récession contagieuse des pays industrialisés, ils devront rétablir leur essor économique en mobilisant leurs épargnes au-delà même des 20 % du Produit National Brut atteints antérieurement et en utilisant plus efficacement leurs investissements.

Depuis 1973, l'endettement public et privé du Tiers-monde a doublé, pour dépasser 160 milliards de dollars. Les pays pauvres n'ont guère pu emprunter à des sources privées, mais les pays moyennement pauvres ont obtenu la moitié de leurs emprunts récents auprès de quelques banques privées, qui apportent ainsi près de trente milliards au total des prêts. Ces montants, qui préoccupent les milieux financiers, sont magnifiés par l'illusion monétaire née de l'inflation : sur la période des dix dernières années, la valeur réelle de l'endettement du Tiers-monde a augmenté de 7 % par an, moitié moins vite qu'entre 1950 et 1960. Le coût réel des prêts a été faible, négatif parfois, leur durée ne s'est pas raccourcie et la proportion des exportations nécessaires pour leur service ne s'est pas alourdie. La poursuite de la reprise économique devrait, en accroissant leurs recettes d'exportation, améliorer les capacités d'emprunt des pays moyennement pauvres. Ils devront cependant contrôler avec vigilance leurs emprunts futurs, car de forts besoins des pays industriels risquent de limiter leur accès à des marchés financiers disposant de moindres recettes pétrolières à recycler. Des « filets de sécurité » multilatéraux, des financements joints à ceux de la Banque Mondiale et des ressources supplémentaires venues du Fonds Monétaire international renforceront la discipline des emprunts et préviendront des impulsions contagieuses.

Enfin et surtout l'élimination progressive par les pays industriels de trop nombreuses barrières commerciales stimulerait les exportations des pays du Tiers-monde et diminuerait d'autant leur dépendance de l'aide au développement.

Pour les *pays les plus pauvres*, où la misère sévit et les revenus stagnent, des progrès sont impérieux mais ils exigent que gouvernements et communauté internationale modifient profondément leurs politiques. Les gouvernements devront stimuler leurs exportations, progrès nécessaire et possible puisque leur part des exportations mondiales a diminué depuis 10 ans. Ils devront aussi les diversifier afin d'être moins tributaires d'un trop petit nombre de produits agricoles à l'avenir incertain, tels le jute, le thé et le sisal, dont dépendent précairement une centaine de millions de leurs habitants. Comme pour les pays moyennement pauvres, des politiques de prix agricoles plus courageuses et une orientation des services publics et des investissements vers l'agriculture accroîtront leurs productions de produits alimentaires, rendant ces nations moins tributaires d'importations céréalières. Ces pays, aux bras trop nombreux, disposent d'ailleurs de réserves de productivité rurale inemployée puisque les petites propriétés agricoles d'Amérique Latine, d'Asie Méridionale et d'Afrique produisent respectivement trois, quatre et cinq fois moins qu'au Japon par exemple. Enfin cette classe de pays pauvres devra renforcer les mesures propres à limiter son explosion démographique. Pourtant, c'est l'aide publique au développement qui sera déterminante pour améliorer le sort de ces pays. D'une part, il importe de doubler son montant pour l'amener au niveau promis, mais il faudra surtout répartir cette aide de façon que les pays les plus pauvres perçoivent par habitant un montant au moins égal à celui reçu dans les pays moyennement pauvres, alors qu'ils obtiennent actuellement trois fois moins.

ROLE DE LA B.I.R.D.

Que fait la Banque Mondiale pour inciter les pays sous-développés à s'engager dans les voies qui viennent d'être indiquées ?

Tant par sa propre croissance qu'en raison de la réduction de l'aide des Etats-Unis, la Banque Mondiale, qui comprend la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (B.I.R.D.) et l'Association Internationale de Développement (I.D.A.) est devenue la principale source d'aide, avec un total annuel de prêts équivalent à 7 milliards de dollars et consacrés à plus de 200

projets dont la valeur approche une vingtaine de milliards de dollars. Ces projets se situent dans tous les secteurs du développement économique, de l'agriculture aux transports, de l'éducation au contrôle des naissances. Chaque projet fait l'objet d'évaluations rigoureuses sur tous les plans — techniques, financiers, économiques, sociaux, etc. — et les prêts qui les financent sont assortis de conditions, pas toujours populaires, propres à en assurer le succès. Deux tiers de ces prêts, ceux qui sont destinés aux *pays moyennement pauvres*, sont effectués par la B.I.R.D. ; d'une vingtaine d'années ils sont assortis d'un taux d'intérêt basé sur le coût des ressources d'emprunt (8,20 % au 1^{er} avril 1977). Ces ressources proviennent de la part disponible du capital de la B.I.R.D., de ses réserves et du placement d'obligations privées ou publiques. Sa filiale l'I.D.A., dont les ressources proviennent de dons consentis par 26 pays industrialisés ou pétroliers, accorde aux *pays les plus pauvres* des crédits « doux » sans intérêt, à durée uniforme de 50 ans.

Le crédit de la B.I.R.D. sur les marchés financiers lui a permis d'emprunter l'équivalent de quatre milliards de dollars depuis un an, principalement aux Etats-Unis, au Japon, en Allemagne, en Arabie Saoudite et en Suisse. Ce crédit est fondé sur la garantie que constituent les tranches de réserve de son capital et sur la réputation de rigueur de ses opérations de prêts : en effet les rendements économiques de tous les projets que financent tant la B.I.R.D. que l'I.D.A. sont élevés (15 à 20 %) et tous ses prêts sont ponctuellement et intégralement remboursés. Des 1 200 projets en cours de construction, pour la plupart vastes et complexes, la moitié se déroule sans problèmes notables, 40 % posent des problèmes résolus dans l'année, et 10 % seulement éprouvent des difficultés plus longues à résoudre. De plus, la Banque Mondiale a créé un « Service d'évaluation ex-post » de ses projets ; celui-ci a pour mission de vérifier, quelques années après leur mise en œuvre si les objectifs techniques, financiers, économiques et sociaux ont bien été atteints.

La Banque Mondiale s'efforce de stimuler ses emprunteurs en augmentant la part de ses prêts destinés à l'agriculture, et particulièrement aux petits agriculteurs. Au cours des cinq dernières années, pendant lesquelles le total annuel de ses prêts a presque doublé, la part consacrée à des projets agricoles a elle-même dou-

blé pour atteindre près de deux milliards de dollars par an. Au sein de ce secteur la proportion des projets de développement rural dont bénéficient les petits agriculteurs est passée du quart à la moitié. La Banque Mondiale vise à améliorer ainsi, avant 1980, la productivité et le mode de vie de 100 millions de paysans pauvres (sur 700 millions). Bien qu'il soit prématuré de juger du succès de ce nouveau genre de projets, leur rendement économique promet d'être exceptionnellement élevé, il ne s'agit nullement d'opérations de « bienfaisance ». De plus, la Banque Mondiale commence à financer des projets consacrés à la lutte contre la pauvreté urbaine et depuis une dizaine d'années prête pour quelques projets de contrôle familial.

La longue marche entreprise vers un Nouvel Ordre Economique est jalonnée d'obstacles comme de raisons d'espérer :

Facteur d'inquiétude, l'explosion démographique, cause principale et effet de la pauvreté du Tiers-monde, ajoute chaque année près de 80 millions d'habitants à la population du globe, explosion aggravant constamment la confrontation Nord-Sud entre riches et pauvres. Motif d'inquiétude encore, la croissance très dynamique de la plupart des pays du Tiers-monde polarisée sur leurs populations les plus aisées, les populations rurales étant laissées à l'écart du développement économique et les tensions sociales s'avivant d'autant plus que les économies se développent plus rapidement.

Sujet d'inquiétude aussi que l'aide officielle atteigne à peine la moitié des engagements pris dont, circonstance aggravante, une portion insuffisante est consacrée à ceux qui en ont le plus besoin : les pays les plus pauvres et les populations rurales.

Par contre, facteur d'espoir, la plupart des pays du Tiers-monde ont un dynamisme économique impressionnant, financé à 90 % par leur épargne même. Le rôle de la Banque Mondiale lui permet d'apprécier à travers les projets qu'elle finance les capacités croissantes de ses emprunteurs : ces projets ont des rendements économiques très élevés, ils se réalisent pour la plupart sans aléas notables et les prêts qui les financent sont remboursés ponctuellement.

Par ailleurs, évolution fondamentale, tous les pays sont maintenant convaincus de l'interdépendance économique du monde. Ils comprennent que l'affrontement entre Nord et Sud constitue le plus grave des problèmes internationaux et un climat de dialogue tend enfin à remplacer le climat d'affrontement des années passées. De plus un nombre croissant de pays fournisseurs d'aide en affecte une part majorée aux pays et aux populations qui en ont le plus besoin.

Puis, ultime raison de ne pas désespérer, sur le plan démographique, un début d'inflexion se dessine, l'amélioration des revenus et du contexte social (par exemple, éducation des filles) dans les *pays moyennement pauvres* permettant à un nombre croissant d'habitants de franchir le seuil au dessus duquel les taux de natalité diminuent plus rapidement que les taux de mortalité.

Le monde est en attente. La fin du XX^e siècle verra la coexistence difficile de pays très inégalement avancés, dans un avenir rapetissé ; où l'appétit de dignité rend insupportable les inégalités ; où la révolution électronique fait vivre chaque homme dans la même seconde que les autres ; alors qu'encore récemment, l'humanité cloisonnée pouvait vivre, sans même s'en rendre compte, avec des décalages de plusieurs milliers d'années (5).

(5) Alain Peyrefitte : le Mal Français.